

« Le Burundi a le droit de se défendre s'il est attaqué », selon Édouard Bizimana

Les rebelles de l'AFC/M23 ont pris le contrôle d'Uvira le 10 décembre et occupent désormais la frontière avec Bujumbura. Le ministre burundais des Affaires étrangères, Édouard Bizimana, revient sur les risques d'une escalade régionale quelques jours après la signature d'un accord de paix à Washington.



Le ministre burundais des Affaires Étrangères, Édouard Bizimana, lors d'un point d'information sur la situation géopolitique du Burundi, le 28 novembre 2025. © X MAEIRCD/Burundi

Par **Romain Gras**

Publié le 11 décembre 2025 · Lecture : 5 minutes.

Fichier généré le 12/12/2025 à 20:40

Au terme d'une offensive entamée la semaine dernière, l'AFC/M23 et ses soutiens rwandais sont entrés dans Uvira, dans l'est de la RDC, le 10 décembre. Objectif majeur des rebelles depuis des mois, cette ville du Sud-Kivu leur permet désormais d'occuper une position stratégique à la frontière avec le Burundi, dont les troupes – environ 18 000 hommes, selon plusieurs sources sécuritaires – soutiennent l'armée congolaise.

En un peu plus d'une semaine, ces combats ont fait plus de 200 000 déplacés, selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), et poussé des dizaines de milliers d'autres personnes à se réfugier au Rwanda et au Burundi, qui a finalement fermé sa frontière avec la RDC, le 10 décembre.

La progression des rebelles impose une nouvelle donne sécuritaire dans l'Est et fait désormais craindre une escalade régionale. Accusé par Kigali d'être un « saboteur de paix », le Burundi reproche à son voisin de mettre en péril l'accord signé à Washington, le 4 décembre. Édouard Bizimana, ministre burundais des Affaires étrangères, a répondu aux questions de *Jeune Afrique*, le 11 décembre.

Jeune Afrique : Quelles conséquences la prise d'Uvira a-t-elle pour le Burundi ? Pourquoi avoir pris la décision de fermer votre frontière avec la RDC ?

Édouard Bizimana : Parce que ce qui menace Uvira représente aussi une menace pour le Burundi, qui se trouve juste en face. Pour ce qui est de la frontière, il a fallu prendre des mesures. Les flux entrants étaient importants, sans compter qu'il y a aussi des réfugiés qui passent par le lac pour fuir les zones de conflit. Donc il y avait des mesures de sécurité à prendre, pour maîtriser le mouvement. En revanche, un Congolais qui veut rentrer en RDC peut toujours le faire sans entrave.

A lire :  **RDC : Uvira, deuxième ville du Sud-Kivu, tombe aux mains de l'AFC/M23**

L'aéroport de Bujumbura va-t-il être fermé?

Non, ce n'est pas envisageable.

Vous reprochez au Rwanda de mener des « activités déstabilisatrices » contre votre pays. Que voulez-vous dire?

Depuis 2015, le Rwanda s'est montré hostile envers le Burundi. Il y a eu, à plusieurs reprises, des attaques menées à partir du sol rwandais par les putschistes de 2015 qui sont hébergés dans ce pays. Il y a aussi les groupes armés présents dans l'est de la RDC, comme les Red-Tabara et les FNL [Forces nationales de libération], qui collaborent étroitement avec l'AFC/M23 et avec les forces rwandaises. Ceux-ci se trouvent désormais juste de l'autre côté de notre frontière, c'est dire si la menace se précise. La semaine dernière, l'armée rwandaise a lancé deux bombes sur Cibitoke ! Donc nous prenons des mesures pour sécuriser notre population et nos frontières.

Les rebelles de l'AFC/M23 disent n'avoir aucune intention d'attaquer le Burundi. Les croyez-vous?

C'est de la poudre aux yeux, nous savons que ce n'est pas eux qui décident de ce genre de choses.

Vous avez déployé plusieurs milliers de soldats dans l'est de la RDC pour soutenir Kinshasa. La chute d'Uvira remet-elle en cause votre présence sur place?

Précisons que nos militaires n'ont jamais occupé Uvira, c'était une zone contrôlée par les FARDC [Forces armées congolaises] et par d'autres groupes. Pour ce qui est de nos troupes, elles sont toujours présentes au Congo dans le cadre de l'accord bilatéral que nous avons passé. Toutes les organisations sous-régionales, que ce soit la Commission économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ou la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL), garantissent ce droit à la défense mutuelle

des frontières. C'est pour cela que nos soldats sont toujours là, à la disposition de la RDC qui les déploie et peut décider de les repositionner dans une autre zone, comme le prévoit notre accord.

Avez-vous maintenu un canal de discussion avec le Rwanda pour évoquer une désescalade ?

Nous avons un canal de communication avec le Rwanda, il est toujours là. Le Burundi n'a jamais cherché la guerre contre qui que ce soit et nous restons dans la même logique. Mais le Burundi a le droit de se défendre s'il est attaqué.

Kigali vous reproche justement votre présence aux côtés des FARDC et des groupes armés alliés, estimant que votre seule option est de vous retirer...

Le Rwanda n'a aucun droit de nous dicter quoi que ce soit. L'évolution de la situation ne change rien à la présence de nos troupes en RDC.

A lire :  **Est de la RDC : pourquoi les combats autour d'Uvira font craindre une escalade régionale**

Quelle est votre interprétation du timing de cette offensive ?

Tout cela a été programmé. C'est un acte de défiance du Rwanda vis-à-vis des États-Unis.

Ces combats ne démontrent-ils pas que la signature de l'accord de Washington était prématurée ?

Prématuré, je ne sais pas, mais il restait probablement des points à éclaircir. Peut-être aussi qu'il y a eu de la mauvaise foi. Vous ne pouvez pas dire que vous allez signer un accord et, avant même que ce soit fait, commencer à lancer des bombes sur les populations.

Qu'attendez-vous du médiateur américain dans les prochains jours ?

Quand on voit l'attitude du Rwanda qui, au lieu de respecter ses engagements, intensifie les combats et se met à conquérir d'autres localités dans l'est de la RDC, on se dit que ce pays veut peut-être adresser un message au président américain pour lui dire qu'il ne croit pas en sa démarche.

Cela pose évidemment problème parce qu'il y avait déjà eu le processus de Nairobi puis celui de Luanda, mais tous ont capoté. À peine signé, l'accord de Washington est déjà remis en cause. Donc oui, il y a lieu de s'interroger sur le message que le Rwanda veut envoyer à la communauté internationale, et particulièrement aux États-Unis.

Des offensives militaires pour reprendre le contrôle d'Uvira sont-elles envisagées ?

C'est du ressort de la RDC, pas du Burundi. Le problème est entre la RDC et le Rwanda.

Allez-vous maintenir vos frontières fermées tant que l'AFC/M23 se trouvera juste de l'autre côté ?

Tant que la menace planera toujours sur nos frontières, celles-ci resteront fermées et bien contrôlées.

Au risque d'aggraver la crise économique ?

En fonction de l'évolution de la situation, nous évaluerons ce qu'il faut faire. Tout dépendra aussi de l'attitude du Rwanda.

Romain Gras

Journaliste à Jeune Afrique, spécialiste de la RDC et des Grands Lacs

M23

Évariste Ndayishimiye

[Accueil](#) / [Politique](#) / [Diplomatie](#)

La rédaction vous recommande



« Sauvons la RDC » : à Nairobi, Joseph Kabila se rêve en rassembleur d'une opposition fragmentée

Au terme de deux jours de conclave dans la capitale kényane, l'ancien président congolais, récemment condamné à mort, a été porté à la tête d'une nouvelle plateforme politique. Mais cette stratégie a-t-elle des chances de réussir au sein d'une opposition divisée et face à un pouvoir hostile à tout dialogue avec lui ?

16 oct. 2025

jeuneafrique

Le Qatar peut-il acheter la paix en RDC ?

Doha a promis un investissement record à Kinshasa, en parallèle du nouvel accord-cadre signé entre le pouvoir congolais et le M23. Mais, derrière le tapis rouge déroulé à l'émirat, le pari géopolitique est loin d'être gagné, et le retour vers la paix dans l'est de la RDC est encore lointain.

3 déc. 2025

jeuneafrique

Exclusif – Ce que prévoit le plan signé par la RDC et le Rwanda

Réunis à Luanda le 25 novembre, les ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda ont approuvé un document qui avait été signé par leurs experts en matière de sécurité. Celui-ci encadre les opérations contre les FDLR et précise les modalités du désengagement des forces rwandaises. Un instrument clé que Jeune Afrique a pu consulter.

26 nov. 2024